



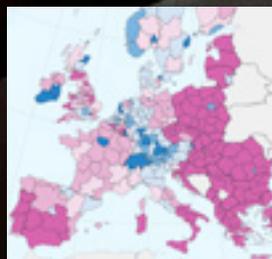
CORSICA IMPERIALE

AU TOUR DU NEVEU

P5 À 7

**GRANDE ENQUÊTE
LECTORAT
EN ENCART CENTRAL**

Photo Timothy Leoncini



EUROPE
**LA POLITIQUE
DES RÉGIONS**
P20

KAMPÀ P2 • ÉDITO P3 • OPINION P4
BRÈBVES P 21 • EUROPE P23 •
SÉLECTION SORTIES P26
ANNONCES LÉGALES P11

1,60€



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I

2020?

È COSÌ,
TI PIACI, Ò MANÜ?



SOMMAIRE

OPINION

P4

EXPOSITION **CORSICA IMPERIALE**

P5



ENVIRONNEMENT **WORLD CLEANUP DAY**

P8

ANNONCES LÉGALES

P11

EN BREF ET EN CHIFFRES

P21

EUROPE **LA POLITIQUE DES RÉGIONS**

P23



SÉLECTION DE SORTIES

P26

ENCART CENTRAL: ENQUÊTE LECTORAT

Delfini resistenti

Senza esagerà troppu è impiegà qualificativi sprupusitati, s'hè campatu un actu di resistenza forti sabbatu u 21 di sittembri in u golfu d'Aiacciu. Era urganizata quillu ghjornu a finali di u Campiunatu di Francia di jet ski, cù a prisenza, trà i squadri è l'accumpagnatori, di 700 à 800 parsoni stallati durante trè ghjorni in a Cità imperiali, senza cuntà u publicu. Una prova chì hè stata piantata quattru volti, par via di a prisenza di delfini, chì nutavani è saltavani à mezu à i jets. Podassi una manera di ghjucà cù i cumpetitori, o simpliciamenti pà dilli d'andà à fà i so affari in altrò. «Ci voli à pruteghja i delfini, sò ind'è elli, ancu s'ellu hè difficiuli à gistiscia pà i cronometri», hà dichjaratu l'organizatrici. Ancu di grazia ! Òn mancarissi più cà què d'impidiscia l'animali, inde i so lochi, di campacci, pà u piacè d'unipochi. S'è a pulluzioni ambientali è sunori hè un casticu, soca, pà l'abitanti di u circondu, ùn ni parlemi tandu pà tuttu l'ecusistema marinu chì si vedi disturbatu à più pudè. I difensori arditi d'evenimenti spurtivi motorizati di u gennaru è i prufizionali chì appruffittani à u nivellu ecunomicu di manifistazioni simili truvàrani sempri à dì ch'ellu si cerca à roghna à grattà, ma dinò chì ci sò affari di più urghjenti ad arrigulà in Corsica cà calchi motò marina chì diragna una volta à l'annu una manata di pesci. Di sicuru, c'hè di più pulluzioni cù u trafficu cuttidianu di vitturi in cità, è cù i pass'è veni di l'avviò è di i battelli. Ma ùn hè micca una raghjoni pà cuntinuà à fà n'importa chì è avè cumpurtamenti micca rispunsivuli di pettu à u nostru mondu. Quissa sì, l'urghjenza ! Quilla di salvà i pulmoni verdi è turchinu chì parmettini à a nostra Terra di tena fiatu. I listessi chì si lagnavani di u pugu di ghjenti cuscenti di i danni fatti à a nostra pianeta sarani podassi i primi à pienghja quand'ellu sarà troppu tardi... ■ **Santu CASANOVA**

INFORMATIONS RELATIVES AUX ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES

Dans le souci de maintenir le service de qualité que nous assurons pour les annonces qui nous sont confiées, nous nous vous rappelons que c'est désormais

le mardi avant 16 heures impératives

que nous devons recevoir vos annonces.

Merci de veiller tout particulièrement à vos insertions avec devis préalables ou conditions particulières...

Pour joindre Albert Tapiero

au service annonces judiciaires et légales

tél. 04 95 32 89 92 – mail: al-informateurcorse@orange.fr

et Bernadette Benazzi à notre secrétariat-comptabilité

tél. 04 95 32 04 40 – mail: gestion@corsicapress-editions.fr

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE ©

CorsicaPress Éditions SAS*

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia, Tél. 04 95 32 89 95
Directeur de la publication – Rédacteur en chef: Paul Aurelli (04 95 32 89 95)

journal@icn-presse.corsica

BUREAU DE BASTIA 1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA
Tél. 04 95 32 04 40 Annonces légales Tél. 04 95 32 89 92

BUREAU D'AJACCIO – RÉDACTION 21, Cours Napoléon • BP 30059 • 20176 AJACCIO Cedex 1
Tél. 04 95 32 89 95

RÉDACTION

- Elisabeth Milleliri • informateur.corse@orange.fr
- 1^{er} secrétaire de rédaction (Ajaccio) Eric Patris
- 1^{er} secrétaire de rédaction (Bastia) P. Muzzarelli

*Société locataire-gérante des titres et marques – Principaux associés: PA, AG, JFA, GA, PLO.

IMPRIMERIE AZ Diffusion 20600 Bastia
Dépôt légal Bastia CPPAP 0324 | 88773 • ISSN 2114 009
Membre du SPMR • Fondateur Louis Rioni •



Grandes causes ... et cause toujours

Si, déjà, elle avait son lot de détracteurs, nombre de députés ou de membres du gouvernement la trouvaient résolue, droite dans ses bottes, Greta Thunberg. C'était le 22 juillet dernier, la jeune militante écologiste suédoise s'exprimait à l'Assemblée nationale, et dans l'assistance, on affichait des sourires approbateurs voire attendris. Mais ça c'était avant. Depuis, Greta Thunberg et 15 autres enfants et adolescents ont déposé devant le comité des droits de l'enfant de l'Onu une plainte visant l'Allemagne, l'Argentine, le Brésil, la France et la Turquie, accusés d'inaction face au dérèglement climatique. Dès lors, la bienveillance (ou la condescendance souriante qui en tenait lieu ?) n'est plus de mise. Non mais ho ? De quel droit ose-t-elle, cette gamine ? Tout simplement de celui que lui ont reconnu ces pays. Ils ont en effet choisi de signer et ratifier un protocole optionnel venant s'ajouter à la Convention relative aux droits de l'enfant et qui permet à tout enfant estimant que l'un de ses droits fondamentaux a été violé, de déposer une plainte individuelle devant le Comité des droits de l'enfant. Rien ne les y contraignait. Voir aujourd'hui tant d'élus ou anciens élus français s'offusquer parce qu'une enfant use du droit qu'on lui a spontanément offert serait presque comique si cette indignation toute sélective n'était symptomatique du rapport faussé qu'entretiennent, depuis plusieurs années déjà, les représentants politiques avec ces simples citoyens qui leur ont confié la charge de représenter et servir leurs intérêts. On signe des chartes qu'on ne ratifie pas, on en ratifie d'autres qu'on compte bien ne jamais avoir à appliquer. Et on consulte, à tours de bras. Grand débat, grandes causes, grandes réformes et gros chantiers, le citoyen a la parole ! Il a le droit de faire connaître ses attentes. C'est merveilleux ! À condition toutefois qu'il n'ait pas l'outrecuidance de prétendre être entendu et sache se satisfaire d'une écoute à vrai dire plus que distraite. À condition, aussi, qu'il ne s'avise pas de vouloir brandir des droits qui, à l'évidence, ne lui ont été accordés que pour mieux lui rétorquer : cause toujours !

À ce stade, il nous faut dire à nos lecteurs que nous cédon, nous aussi, à la tentation de consulter. Vous trouverez donc dans ce numéro un questionnaire destiné à nous aider à améliorer son contenu. Et, même si vous êtes libre de ne pas nous croire, votre avis nous intéresse. Vraiment ! ■ PMP

IL FALLAIT LE DIRE «Une décision raisonnable», « ça permet de se rendre aux manifestations officielles, comme le 14 juillet, par exemple ».

C'est en ces termes qu'**Edith Cresson**, qui fut locataire de Matignon de mai 1991 à avril 1992 sous la présidence de François Mitterrand, a salué dans *Capital* la décision d'Edouard Philippe d'accorder à vie aux anciens premiers ministres une voiture avec chauffeur. Il faut dire qu'elle n'avait jamais cessé d'en disposer depuis 27 ans. Il est de petites habitudes dont on a du mal à se passer, surtout quand elles sont financées par d'autres. ■ EP

HUMEUR

EN LIBERTÉ LIVE EN DIRECT

Pour la plus grande gloire de la culture du navet, un jour, Babette, incarnée par Brigitte Bardot, s'en alla en guerre. Quatre ans après une retraite bien méritée, Mme Brigitte Macron, pour sa part, reprend du service. Afin de mieux épauler son époux occupé à mûrir ses plans de bataille, elle s'est portée spontanément à la présidence du Live : l'institut des vocations pour l'emploi. Façon comme une autre d'entrer à son tour en campagne. Du moins, il ne s'agit pas pour la Première dame de France d'un rôle de composition. En sa qualité de professeur ayant compté un futur président de la République parmi ses élèves, elle est indiscutablement *the right woman at the right place*. Le Live a ouvert ses portes le 16/09/2019 à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). C'est une structure dédiée aux « décrocheurs ». Soit, en d'autres termes, « des personnes de 25 ans et plus ayant quitté l'école sans diplôme, et n'ayant pas suivi de formation qualifiante ni obtenu d'emploi ». Pour l'actuelle rentrée des classes, ils seront 53 à pouvoir bénéficier de 35 heures d'ateliers par semaine. Une fois par mois, Mme Macron fera découvrir aux « livers » la littérature classique, le patrimoine culturel, le théâtre, lors de cours qui ne se dérouleront pas de manière scolaire mais sous forme de masterclass. Pour autant, l'enseignement des mathématiques, de l'histoire et d'autres matières ne sera en rien négligé. Le cours d'anglais a du reste débuté. Et les élèves savent déjà qu'ils sont des « Neet » : « *Not in education, employment or training* ». Ce qui, avec ou sans l'accent d'Oxford, enjolive un CV lu à haute voix et en jette beaucoup plus que l'expression usée jusqu'à la corde à force d'avoir servi : « *galérer dans des p'tits jobs au black* ». Le Live est entièrement financé par le groupe de luxe LVMH. Chaque sélectionné pour cette formation gratuite recevra environ 1000€ par mois pendant 9 mois avec en prime une visite VIP à l'Élysée. Waouh ! Comme les footballeurs millionnaires ? Pareil frerot ! Avec selfies et tout... Costards, limaces, pompes de prix et Légion d'honneur en moins. Il faut raison garder.

Cela dit, il y aurait en France 300 000 « décrocheurs ». Ce qui donne une idée du chemin à parcourir pour parvenir un jour à gommer l'inégalité des chances. Alors, jéroboam millésimé, fiole de Dior ou carafe de chez Gifi, qu'importe le flacon ? Pourvu qu'on ait l'ivresse de victoires en devenir. Souhaitons donc à Live longue vie et de nombreux petits frères. Toutefois, saluer le côté innovant de l'initiative nous laisse plus circonspect. Il y a comme du vieux décor badigeonné au new deal ; de la fripe relouée newlook ; un relent de tétine usagée à peine passée sous un filet d'eau claire et proposée sans atermoyer pour une resucée. Jugez : coïncidence cosmique ou comique, au choix, selon l'humeur de chacun, ce même 16 septembre Edith Cresson a lancé une école de la 2^e chance à Angoulême ; son 132^e « bébé » la première E2C ayant vu le jour à Marseille en 1997. Certes, les E2C se limitent à accueillir les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire depuis plus d'un an sans diplôme et sans qualification. Mais pour le reste, les buts à atteindre fixés par le Live sont déjà les leurs depuis l'adoption du projet d'Edith Cresson par la Commission européenne en 1995. Les socialistes auraient pu en témoigner. À condition de n'avoir pas migré vers la LREM où ils s'astreignent désormais à conserver un charolais sur la langue d'un bois dont on fait les pipeaux. On se prend alors à regretter un manque de franche coopération, voire d'union, entre EC2 et Live. À redouter un comportement de dames patronnesses duellistes de l'aiguille à tricoter. À craindre des échanges aigres-doux, de futurs excès, cellules mères de crépages de chignons médiatiques toujours préjudiciables aux bonnes intentions des procédures mise en route. Et, de guerre lasse, Babette ou pas, on en vient à se résigner, avec l'espoir que chacune pourra demain identifier et revendiquer ses décrocheurs, modernes Boudus à sauver des eaux, en adhérant avec sagesse aux précieux conseils de Brel : « *Pour faire une bonne dame patronnesse/Mesdames, tricotez tout en couleur caca d'oie/Ce qui permet, le dimanche, à la grand-messe/De reconnaître ses pauvres à soi* ». ■ **Paulu-Santu MUSÈ-PUGLIESI**



CORSICA IMPERIALE

AU TOUR DU NEVEU

Depuis le 6 juillet dernier et jusqu'au 21 décembre 2019, grand public et passionnés d'histoire peuvent découvrir Corsica Imperiale, exposition temporaire du musée de Bastia consacrée au Second Empire et plus particulièrement à la relation entre Napoléon III et la Corse.

Visite guidée avec Sylvain Gregori, directeur du musée, et Philippe Peretti, adjoint au maire en charge du patrimoine.



Photos Christophe Giudicelli

Peintes en noir sur les murs du musée de Bastia, de discrètes flèches directionnelles surmontées du «chiffre» de Napoléon III guident le visiteur vers le 2^e étage, point de départ de l'exposition Corsica Imperiale. C'est là, dans une muséographie rappelant un appartement dans le pur style du Second Empire, richement décoré de papiers peints rouges et de colonnes, que nous rejoignons nos deux guides du jour. «*La thématique de l'exposition est de démontrer quels liens avait tissé Napoléon III avec la Corse*» explique Sylvain Gregori, directeur du musée de Bastia, au pied d'un imposant portrait officiel de Napoléon III, restauré pour l'occasion. Au total, le visiteur aura l'occasion de contempler 250 pièces et œuvres. «*Des huiles sur toiles, dont certaines prêtées par le musée d'Orsay, des sculptures, des objets ayant appartenu à Napoléon III, mais aussi des objets que nous ne reverrons pas de sitôt en Corse, comme des dessins de l'architecte Eugène Viollet-Le-Duc*» souligne le directeur du musée.

Corsica Imperiale consacre toute une salle à la statuaire napoléonienne présente dans l'île. «*Nous voulons montrer aux visiteurs comment Napoléon III, qui est né à Paris, essaye d'imposer son image dans l'île à travers la construction de monuments en lien*

avec l'imagerie napoléonienne»

« Nous voulons montrer aux visiteurs comment Napoléon III, qui est né à Paris, essaye d'imposer son image dans l'île à travers la construction de monuments en lien avec l'imagerie napoléonienne »

argument Sylvain Gregori. Et le stratagème de l'empereur a l'air de fonctionner. Dans un décor aux faux airs de cabinet noir, le visiteur rencontre, dans la pièce suivante consacrée aux Corses qui lui ont prêté allégeance, tels que Étienne Conti, qui sera son secrétaire et chef de cabinet; Joseph Marie-Pietri, préfet de police de Paris; ou encore Vincent Benedetti, le diplomate bastiais au cœur de l'imbroglio diplomatique de la Dépêche d'Ems qui conduira à la guerre entre la France et la Prusse en 1870 et dont l'issue, après la défaite de Sedan, marquera la fin du règne de Napoléon III.

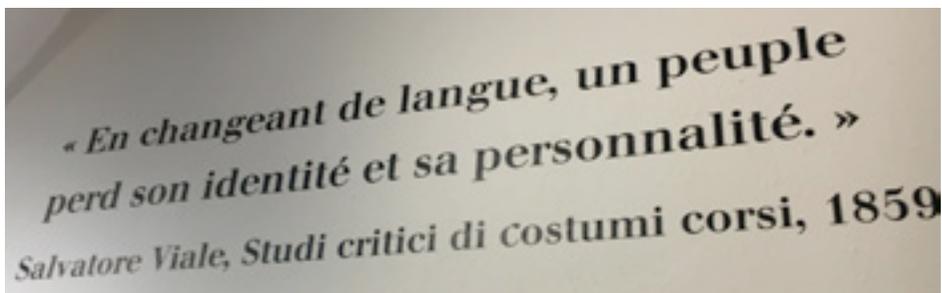
La visite continue à l'étage inférieur: «*Dans cette pièce, nous avons voulu parler des réalisations de Napoléon III en Corse*» indique Sylvain Gregori au milieu de vieux plans cadastraux et de rapports sur l'industrialisation de la Corse présentant l'extraction du cuivre dans la région de Castifao ou encore l'élevage des vers à soie. «*Une légende noire entoure Napoléon III et le Second Empire, mais ils sont en train d'être réhabilités*, intervient Philippe Peretti, adjoint au maire de Bastia en charge du patrimoine et passionné d'histoire. *Le visiteur peut également découvrir dans cette pièce comment le tourisme a été développé dans l'île avec les cures thermales durant le Second Empire, ou encore comment l'industrie forestière s'est mise*



NAPOLÉON III, QUI ES-TU?

Charles-Louis-Napoléon Bonaparte, que l'on connaîtra par la suite sous le nom de Napoléon III, est né le 20 avril 1908 à Paris. Il est le troisième fils de Louis Bonaparte, frère de Napoléon Ier, et d'Hortense de Beauharnais, fille de Joséphine, issue du premier mariage de celle-ci avec le vicomte Alexandre de Beauharnais, mort sur l'échafaud en 1794. Après la chute de son oncle et la loi du 12 janvier 1816 bannissant tous les Bonaparte du territoire français, il suit d'abord sa mère en exil en Suisse alémanique, puis quelques années plus tard se rend en Italie où il œuvre pour l'unification des états italiens. Le destin de Charles-Louis-Napoléon Bonaparte se trouve pourtant en France. Après les coups d'état ratés de Strasbourg en 1836 et de Boulogne-sur-Mer en 1840, il est élu le 10 décembre 1848, avec 75% des suffrages, président de ce qui deviendra la II^e République. Il devient ainsi le premier président de la République française de l'histoire. Le 2 décembre 1851, à la suite d'un nouveau coup d'état, il met fin à la II^e République et s'autoproclame empereur des Français, marchant ainsi dans les pas de son oncle Napoléon I^{er}. Son règne est marqué par l'innovation scientifique, industrielle ou encore par le développement du chemin de fer. En matière de politique étrangère, son souhait de replacer la France sur le devant de la scène européenne sera une source de tensions avec les pays voisins et conduira à la guerre de 1870 contre la Prusse. Mal préparée et en infériorité numérique, l'armée française enregistrera une cuisante défaite le 1^{er} septembre 1870 à Sedan, mettant fin au règne de Napoléon III. Il meurt en exil en Angleterre le 9 janvier 1873, à l'âge de 64 ans. ■

«C'est le moment dans l'histoire de la Corse où l'île se retrouve aux confluent des cultures française et italienne mais aussi aux prémices d'une revendication identitaire insulaire»



en place, tout comme les transports. L'objectif de Napoléon III était de recentrer l'économie de la Corse vers la France et non plus vers l'Italie». C'est, justement, le fil rouge de l'exposition Corsica Imperiale: comment Napoléon III a utilisé les outils à sa disposition pour intégrer au sein de l'empire la Corse devenue française un siècle plus tôt. La dernière salle de l'exposition est dédiée à la culture.

Le visiteur y découvre la mode du Second Empire dans l'île. Mais si nombre de Corses adoptent la mode française pour se vêtir comme pour décorer leurs maisons, l'opposition culturelle, notamment italienne, fait de la résistance avec la figure de l'écrivain bastiais Salvatore Viale dont la citation: «En changeant de langue, un peuple perd son identité et sa personnalité» s'étale en grand sur l'un des murs. «C'est le moment dans l'histoire de la Corse où l'île se retrouve aux confluent des cultures française et italienne mais aussi aux prémices d'une revendication identitaire insulaire» observe Sylvain Gregori, avant de rajouter qu'il s'agit également du début du «problème politique corse.» Avec Corsica Imperiale, le visiteur se balade donc dans l'histoire jusqu'alors assez méconnue du Second Empire en Corse. Depuis son inauguration début juillet, 10 000 personnes ont déjà poussé les portes de cette exposition. Une fréquentation qui inscrit Corsica Imperiale dans la même dynamique que l'exposition Secrets d'épaves présentée en 2017, qui reste à ce jour le plus grand succès du musée de Bastia en matière d'expositions temporaires. «En été, note Sylvain Gregori, le public est composé à 90% de touristes, mais dès septembre, ce sont les locaux qui viennent au musée, dont de nombreux scolaires. On a également prévu plusieurs événements et le catalogue de l'exposition devrait être épuisé d'ici la fin de l'année.» ■ Christophe GIUDICELLI

BASTIA ET LE TOURISME NAPOLÉONIEN

«Nous adhérons à tous les projets qui traitent de Napoléon» dit Philippe Peretti. En effet, 250 ans après sa naissance, l'empereur a toujours ses adeptes et attire les foules lors d'événements organisés en son honneur. Il n'est qu'à voir le nombre de commémorations organisées dans de grandes ou de petites villes européennes qui se targuent d'un héritage napoléonien alors que l'empereur les a seulement traversées à cheval. «La ville de Bastia conserve des traces du Premier Empire mais aussi du Second Empire à travers de nombreux personnages intéressants. Nous sommes également en face de l'île d'Elbe, qui utilise la légende napoléonienne à plein temps. Cet été, l'office du tourisme a d'ailleurs mis en place une visite de la ville autour de la figure de Napoléon Bonaparte qui a connu un franc succès» ajoute l'adjoint au maire avant de conclure: «Nous ne sommes pas Ajaccio, mais Bastia a aussi son rôle à jouer.» ■

PLANÈTE TERRE: OBJECTIF NETTOYAGE





En cette fin du mois de septembre, un peu partout sur la planète, on a vu fleurir des mobilisations pour demander aux Etats d'agir et prendre des décisions fortes en faveur de la défense de l'environnement. En Corse, comme sur les cinq continents, les lycéens se sont mis en grève pour le climat à l'occasion du Friday For Future tandis que d'autres ont participé le 21 septembre dernier au World Clean Up Day. Un reportage de Christophe GIUDICELLI

World Cleanup Day, soit journée mondiale du nettoyage, en français. L'initiative a été lancée en 2008 en Estonie par la fondation Let's Do It Foundation et visait à nettoyer un pays, un peu à l'image d'un grand nettoyage de printemps organisé par les citoyens. Malheureusement, une décennie plus tard, l'homme continue de dégrader son environnement comme jamais, si bien que l'opération, désormais portée par l'ONG internationale Let's do it World, s'est depuis étendue à 156 pays à travers le monde et rassemble pas loin de 20 millions de personnes.

11 ÉVÈNEMENTS EN CORSE

Rien qu'en France, pour cette édition 2019 du World CleanUp Day, des centaines d'évènements ont été organisés, comme des nettoyages de plages, de rivières, de forêts ou tout simplement de quartiers. La Corse n'était pas en reste, onze évènements étaient recensés sur le site internet de la fondation. Des manifestations qui allaient du nettoyage des ruelles d'un village, en passant par les pistes de montagne, mais qui s'articulaient majoritairement, géographie insulaire oblige, autour du ramassage des déchets sur les plages. C'est justement une opération de ce type qu'a décidé d'organiser Saveria Massoni sur la plage de Tombulu Biancu qui jouxte la réserve naturelle de l'étang de Biguglia, sur le territoire de la commune de Furiani. C'était la première fois que cette défenseuse convaincue de l'environnement, habituée des nettoyages de plages, coiffait la casquette d'organisatrice. «*Il n'y avait pas d'évènements sur la région bastiaise pour le World CleanUp Day, pourquoi ne pas en organiser un, ce n'est pas très compliqué*» explique celle qui, quelques semaines plus tôt, avait annoncé l'évènement sur les réseaux sociaux.

Le rendez-vous était donné à 10h et malgré un ciel couvert, ils sont une vingtaine d'habitants des alentours, venus seuls ou en famille à

avoir répondu présent en ce samedi matin. De quoi rassurer l'organisatrice qui, sourire aux lèvres face aux «nettoyeurs» du jour, rappelle le but de cette journée et distribue les sacs tout en donnant les consignes: «*Le port des gants est obligatoire. Les mégots de cigarettes, comme les plastiques, doivent être mis à part afin d'être triés et recyclés*».

15 MINUTES POUR REMPLIR UN GOBELET DE MÉGOTS

Très rapidement, sac en main, et scrutant le sable, la petite équipe s'élance à la recherche de débris: «*C'est un petit geste, ça paraît dérisoire mais c'est important à titre personnel, puisque c'est la seule action que l'on peut faire directement en tant que citoyen*» témoigne Anne, venue nettoyer la plage avec sa famille. Un petit geste à l'échelle de l'individu, mais un geste, celui d'une main qui s'abaisse vers le sol, qui saisit... et qui ramasse beaucoup. Malgré l'apparence propre de la plage de Tombulu Biancu, régulièrement nettoyée mécaniquement, quinze minutes seulement ont suffi à Pierre-Louis pour ramasser un gobelet entier de mégots. «*Sur une centaine de mètres carrés*», lance t-il avant de rajouter «*la plage est située en bordure de route, cela peut venir aussi des personnes qui jettent des mégots par la fenêtre de leur voiture*». Son explication à peine terminée, une jeune nettoyeuse arrive avec deux sachets remplis de débris en tout genre ramassés sur les dunes, au niveau des espaces protégés par le Conservatoire du littoral. Canettes de soda, seringues, emballages, fibres plastiques et textiles à peine reconnaissables et même... un pare-choc de voiture. Si autour, certains participants sont dépités par les trouvailles, Pierre-Louis et ses amis ont fini par s'habituer: «*On est pêcheurs. À chaque fois que l'on vient à la pêche, on emporte avec nous un sac poubelle. Dans l'eau, on trouve des sacs plastique, des bouteilles, des canettes, beaucoup de mégots plantés dans le sable*». Mais les débris ne s'arrêtent pas au bord



de mer. Pierre Louis pratique également la plongée sous-marine: «Dans les fonds marins, il y a de tout, des morceaux de masques, des tubas, des tongs. C'est inquiétant».

LE PROBLÈME DES MICROPLASTIQUES...

Si les gros déchets sont facilement visibles et peuvent être rapidement «dégagés» d'un environnement naturel, restent ceux qui sont très petits, voire invisibles et qui polluent, sournoisement et en silence, les plages, les mers et les océans. Depuis une trentaine d'années, les microplastiques sont la bête noire des défenseurs de l'environnement et des espèces aquatiques. Ils mesurent moins de 5 millimètres et font des ravages. Souvent issus de déchets plus gros qui se sont décomposés au fil du temps, ils sont ingérés par les animaux marins. Régulièrement, les pêcheurs n'hésitent pas à publier sur les réseaux sociaux le contenu de l'estomac de leurs prises. Ces microplastiques se retrouvent in fine dans la chaîne alimentaire pour finalement être ingérés par l'homme. Si pour l'instant, des études doivent encore être menées pour connaître l'impact des micro-plastiques sur la santé des humains, on ne peut que se douter que manger du plastique a probablement un effet néfaste sur notre organisme. Thierry s'est mis en devoir de les ramasser en balayant le sol avec son pied. «Malgré le passage de la machine,

il en reste énormément» dit-il en montrant, dans la paume de sa main, un amoncellement de très petits bouts de plastiques multicolores. «Il s'agit uniquement de ceux situés en surface, le sol doit en être plein et le reste termine à la mer» rajoute-il. «On arrive trop tard, c'est dramatique, ça me met en colère. C'est une absence de civisme» lance celui qui est venu ce matin nettoyer la plage avec, malgré tout, encore l'espoir de préserver les générations futures.

UNE PRISE DE CONSCIENCE PLUS QUE NÉCESSAIRE

Car ici, sur la plage de Tombulu Biancu, c'est l'avenir qui inquiète le plus les ramasseurs. «Le climat, la gestion des déchets, c'est l'enjeu majeur d'aujourd'hui, cela me préoccupe et cela ne s'améliore pas, j'ai donc envie d'agir à mon niveau» répète une nouvelle fois Saveria Massoni. Pour d'autres ramasseurs, les décisions politiques en faveur de l'environnement doivent être plus fortes tout comme les sanctions contre les pollueurs: «Il n'y a que quand on touche au porte-monnaie qu'il y a des résultats» précise un autre. Quoi qu'il en soit, dans le meilleur des mondes, «On ne devrait pas être là, sur la plage, en train de ramasser des déchets» conclut Saveria Massoni qui, en une matinée avec son équipe, a ramassé une quinzaine de sacs de débris et plus d'une centaine de mégots de cigarettes. ■
Christophe GIUDICELLI

En 2018, **3000** opérations CleanUp avaient été organisées en France, mobilisant quelque **200000** personnes.

Elles ont permis le ramassage de **660t / 15000m³** de déchets soit un volume équivalent à **1000** camions-poubelle ou **5** piscines olympiques et de **10 millions** de mégots de cigarettes. **76%** des équipes mobilisées ont assuré elles-mêmes le tri des déchets ramassés.

Sur l'ensemble des déchets ramassés **220t/8000 m³** étaient des déchets valorisables, dont **48t/950m³** de verre, **60t/1800m³** de métaux, **65t/2000m³** de plastiques, **5t/1700m³** de cartons et papiers. ■ PMP

**TIRAGE
AU SORT!***

* Possibilité de gagner des cadeaux de qualité
voir page 4 les conditions de participation



Enquête Lecteurs 2019

Chère Lectrice, Cher Lecteur,

ICN Informateur Corse Nouvelle souhaite connaître et être au plus près de vos aspirations, de vos centres d'intérêts et de votre confort de lecture.

Pour cela, nous avons besoin de recueillir votre opinion concernant le fond et la forme du journal.

Chacune des réponses apportées à ce questionnaire permettra de faire évoluer notre hebdomadaire vers ce que vous en attendez le plus... *Merci d'avance de nous apporter votre contribution.*

Cari lettori è amichi,

ICN Informateur Corse Nouvelle vularia cunosce e voscie aspirazione, i vosci intaressi è u vosciu cunfortu di littura pà esse ne à u più vicinu.

Per què, avemu bisognu di sapè u vosciu parè cuncinendu u fondu è a forma di u ghjurnale.

Ognuna di e risposte ch'è darete à 'ssu quistiunariu ci permetterà di fà cambià u nostru settimanale ver' di ciò ch'è ne aspittate... Vi ringraziamu in avanza per a voscia cuntribuzione.



A RETOURNER

ICN CORSICAPRESS EDITIONS - BP 30059 - 20179 AJACCIO CEDEX 1

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE

CAHIER SPÉCIAL ENQUÊTE LECTEURS

ENCART DE 4 PAGES À DÉTACHER

Le journal

1. Je lis ICN Informateur Corse Nouvelle depuis :

- Plus de 5 ans
- 3 ans
- 2 ans
- 1 an

2. Je lis ICN Informateur Corse Nouvelle :

- Entièrement
- Partiellement

3. Je trouve la présentation graphique :

- a.** De la 1^{ère} page
- Très satisfaisante
 - Satisfaisante
 - Peu satisfaisante
 - Pas du tout satisfaisante
- b.** Des rubriques
- Très satisfaisante
 - Satisfaisante
 - Peu satisfaisante
 - Pas du tout satisfaisante
- c.** Des "Annonces légales"
- Très satisfaisante
 - Satisfaisante
 - Peu satisfaisante
 - Pas du tout satisfaisante

4. Je trouve la présentation graphique

- a.** Moderne ou dépassée
- Très moderne
 - Moderne
 - Peu moderne et dépassée
 - Pas du tout moderne
- b.** Agréable
- Très agréable
 - Agréable
 - Peu agréable
 - Pas du tout agréable
- c.** Claire
- Très claire
 - Claire
 - Peu claire
 - Pas du tout claire

Son contenu rédactionnel

5. Je trouve le choix des sujets :

- Très satisfaisant
- Satisfaisant
- Peu satisfaisant
- Pas du tout satisfaisant

6. Je trouve le contenu des articles :

- Très satisfaisant
- Satisfaisant
- Peu satisfaisant
- Pas du tout satisfaisant

7. Je trouve que le style est :

- Très satisfaisant
- Satisfaisant
- Peu satisfaisant
- Pas du tout satisfaisant

8. Je trouve que la pertinence des informations est :

- Très satisfaisante
- Satisfaisante
- Peu satisfaisante
- Pas du tout satisfaisante

9. Je lis les rubriques suivantes :

- a.** La page édito
- Toujours
 - Parfois
 - Jamais
- b.** La page upinion
- Toujours
 - Parfois
 - Jamais
- c.** A settimana Corsa
- Toujours
 - Parfois
 - Jamais
- d.** En bref et en chiffres
- Toujours
 - Parfois
 - Jamais
- e.** Isula surella
- Toujours
 - Parfois
 - Jamais
- f.** La page littéraire de Jacques Fusina
- Toujours
 - Parfois
 - Jamais
- g.** Les interviews ou portraits
- Toujours
 - Parfois
 - Jamais
- h.** Les interviews littéraires de Dominique PIETRI
- Toujours
 - Parfois
 - Jamais

Son service Annonces Légales

10. Je trouve la qualité du service des Annonces Légales :

- Très satisfaisante
- Satisfaisante
- Peu satisfaisante
- Pas du tout satisfaisante

11. Je trouve la présentation des Annonces légales :

- Très satisfaisante
- Satisfaisante
- Peu satisfaisante
- Pas du tout satisfaisante

12. Je trouve l'organisation des Annonces Légales dans le journal :

- Très satisfaisante
- Satisfaisante
- Peu satisfaisante
- Pas du tout satisfaisante

13. Vos remarques à propos des Annonces Légales :

.....
.....
.....

14. Si vous avez été annonceur, notre réactivité est-elle satisfaisante ?

- Oui Non
Autres observations :.....
.....
.....



Son utilité intellectuelle et pratique

15. Je suggère à des personnes la lecture d'un article ou rubrique de notre journal :

- Toujours Souvent
- Parfois
- Jamais

16. J'aimerais voir se développer la/les rubrique(s) :

- Des articles en langue corse
- Des pages avec de multiples brèves...
- Un sujet d'entreprise (vie économique, préservation de l'environnement...)
- Un portrait (figure du monde politique, économique, social, culturel, sportif...)
- Un article statistique
- Un agenda plus fourni de la "Vie insulaire"
- Autres (précisez votre choix) ou vos propositions :

17. Certains articles peuvent me conduire ou m'ont conduit à modifier mon opinion :

- Oui
- Non

18. Votre appréciation globale pour l'ensemble de notre journal :

- Très satisfaisante
- Satisfaisante
- Peu satisfaisante
- Pas du tout satisfaisante

19. Chaque numéro vous donne envie de lire le prochain numéro ?

- Oui
- Non
- Si non, pourquoi ?

20. Lisez-vous d'autres journaux, magazines ou publications :

- Oui
- Non
- Si oui, pouvez-vous citer au moins deux titres ? :

21. Quels sont à vos yeux les points forts de ICN Informateur Corse Nouvelle ?

22. Qu'est-ce qui selon vous fait la force de ICN Informateur Corse Nouvelle par rapport à d'autres publications insulaires ?

- Le traitement approfondi de certains sujet ?
- Une information exhaustive ?
- La place laissée à toutes les opinions ?
- Autres (à définir)

23. Quels sont à votre avis les insuffisances de ICN Informateur Corse Nouvelle ?

24. Vos remarques & suggestions libres :





Lecteurs qui êtes-vous ?

J'habite en :

- Haute-Corse
- Corse-du-Sud
- Dans un autre département
- Hors de France (indiquez le pays) :

Votre âge :

- 18-24 ans
- 25-34 ans
- 35-44 ans
- 45-54 ans
- 55-64 ans
- 65 ans et plus

Votre statut :

- Cadre supérieur
- Cadre moyen
- Agent de maîtrise
- Employé
- Retraité
- Dirigeant
- Elu de collectivité, municipalité, canton
- Autres (A définir)
-
-
-



Pour vous remercier du temps consacré aux réponses à notre enquête 2019, si vous complétez les informations suivantes du questionnaire facultatif, vous pourrez bénéficier d'un tirage au sort avec attribution de cadeaux de qualité...

Nom : Prénom :

Société / Collectivité :

Adresse :

Complément d'adresse :

Code Postal : Ville :

Mail : Téléphone (facultatif) :

SANTÉ/POLITIQUE

Plaidoyer pour un Pet Scan

Le 18 septembre dernier, Jean-Jacques Panunzi, sénateur de la Corse du Sud, a interpellé par courrier Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, à propos de «*l'impérieuse nécessité*» de l'implantation d'un Pet Scan en Corse. On dénombre chaque année environ 26 000 déplacements médicaux entre la Corse et le continent, dont 60% sont motivés par des affections de longue durée. Le coût annuel de ces flux sanitaires est estimé à 30 M€. Et si, en matière d'imagerie médicale, l'île apparaît aujourd'hui comme une des régions les mieux dotées, avec 7 scanners et 6 IRM, elle ne dispose pas en revanche d'unité de tomoscintigraphie par émission de positons, ou Pet Scan, qui permet une plus grande précision dans la détection d'une tumeur cancéreuse et/ou des métastases, et dans le suivi de leur évolution. La moyenne nationale d'équipement est d'une unité pour environ 400 000 habitants. En Paca, où on en dénombre déjà 14, le Projet régional de santé prévoit l'implantation de nouveaux appareils d'imagerie dans les établissements de la région, et 4 autres Pet Scans ont été autorisés, indiquait cet été l'Agence régionale de santé (Ars) de Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le but de «*faciliter l'accès à ces outils de diagnostic en augmentant le nombre d'appareils disponibles et en implantant des équipements dans des zones insuffisamment équipées*». Tant il est vrai que «*L'imagerie est devenue un enjeu majeur pour notre système de santé: la rapidité du diagnostic et la précision de la réponse donnée, sont aujourd'hui déterminantes pour assurer la pertinence des soins et la qualité des prises en charge*». Dans son rapport d'activité 2015, l'Ars de Corse indiquait déjà qu'une étude faisabilité pour l'implantation d'un Pet Scan était «*en cours*». Le besoin en examens Pet Scan pour la Corse, évalué en 2015 à 2 000 examens par an pour la Corse, pourrait sur la base des évolutions constatées sur l'ensemble du territoire national, atteindre les 8 000 par an. Mais, précise l'Ars de Corse dans le Schéma régional de santé (SRS) 2018-2023, l'implantation d'un Pet Scan dans l'île se heurte à une difficulté induite par l'insularité: celle d'un approvisionnement rapide en 18 FDG, produit le plus couramment injecté (95% des examens pratiqués en France) pour obtenir une image contrastée. Le produit a en effet une demi-vie courte (110 minutes) alors que les délais de livraison du produit dans l'île sont évalués entre 4 à 6 heures. L'implantation d'un Pet Scan dans l'île supposerait donc également celle d'un cyclotron (accélérateur de particules) à usage médical pour produire sur place le 18 FDG - on en dénombrait une vingtaine en France (métropole et Dom/Tom) en 2016. Ce qui change un peu la donne: implanter à la fois Pet Scan et cyclotron «*est un projet complexe et ambitieux qui nécessite un complément d'expertise, notamment sur les volets pharmaceutiques et ressources humaines, afin de trouver la solution la plus efficace et la plus pérenne au bénéfice de la population insulaire en prenant en compte la soutenabilité financière de ce projet*» indique le SRS 2018-2023. Le sénateur de la Corse-du-Sud, a pour sa part demandé à Agnès Buzyn de saisir l'Inspection générale des affaires sociales «*pour produire un rapport d'expertise en mesure de préparer la concrétisation de ce projet crucial qui permettra à la Corse de disposer d'un équipement médical fondamental qui existe dans toutes les autres régions métropolitaines.*» ■ PMP



Photo Creative Commons

DÉCHETS MÉDICAUX À RISQUES INFECTIEUX

Signature d'une charte d'engagement

Selon le ministère de la Santé et des Solidarités, chaque année, en France, près de 2 millions de personnes utilisent à leur domicile des produits perforants (aiguilles, seringues, lancettes, stylos, cathéters) dans le cadre de leur traitement médical. Les déchets issus de leur utilisation entrent dans la catégorie des déchets d'activités de soins à risques infectieux (Dasri). Il est donc nécessaire que ces déchets fassent l'objet d'une gestion rigoureuse, en particulier pour éviter d'exposer les personnels du ramassage ou des centres de tri à des risques d'accident, notamment des accidents d'exposition au sang, en faisant en sorte qu'ils ne soient jetés dans le circuit des ordures ménagères. L'éco-organisme national Dastri collecte et traite les Dasri perforants des patients en auto-traitement et des utilisateurs d'autotests de diagnostic des maladies infectieuses transmissibles. La filière s'appuie sur la distribution gratuite de boîtes à aiguilles par les 21 500 pharmacies d'officine de métropole et d'outremer et sur un réseau de quelque 18 000 points de collecte en apport volontaire. Le taux de collecte varie cela dit sensiblement selon les territoires. Ainsi en Corse, s'il a progressé, il ne s'élève pour l'heure qu'à 48% pour une moyenne nationale de 83%. Pour l'intensifier, une charte d'engagement a été signée, le 23 septembre dernier à Ajaccio, entre l'éco-organisme et différents acteurs de la santé ou représentants de patients utilisateurs de produits perforants. ■ AN

5

Les chiffres de la semaine

millions d'euros : le château fort génois d'Algajola, construit en 1531 et classé à l'inventaire des monuments historiques depuis 1965, a été mis à la vente via l'agence Sotheby's international. L'Office foncier de la Corse examine la possibilité de l'acquérir pour le restituer à la collectivité locale.

14%

Les chiffres de la semaine

des garçons et 6% des filles de 15 ans exercent une activité physique modérée à intense tous les jours. Alors que l'OMS recommande aux 5-17 ans de pratiquer 60 minutes d'activité physique par jour, seul 1 enfant sur 2 atteint ce niveau en France aujourd'hui.

70

Les chiffres de la semaine

participants répartis en 14 équipes de 5 personnes et 36 heures pour créer des solutions innovantes autour de l'économie circulaire : le Hackathon de l'économie circulaire, organisé par l'association émaho et l'Ademe se tiendra au Centre culturel Alb'Oru à Bastia du 16 au 18 octobre.

POLITIQUE/MUNICIPALES

Ville d'Ajaccio, des mouvements...



Photo Marion Patris de Breuil

La campagne en vue des élections municipales est ouverte, ce qui a parfois pour conséquence de voir certains alliés politiques d'hier prendre la clé des champs, pour ne plus défendre, désormais, que leur seul pré carré. Ces déclarations d'indépendance ne vont pas sans entraîner des mouvements. Peut-être d'humeur, qui sait? Mais surtout des mouvements au sein des équipes municipales voire intercommunales encore en place. Le 23 septembre dernier, François Filoni, adjoint au maire d'Ajaccio délégué à la propreté urbaine et à la police municipale a annoncé son intention de se présenter sous sa propre bannière. «*J'ai travaillé pendant 5 ans loyalement, mais aujourd'hui vient le temps du renouvellement*» a notamment déclaré sur France 3 Corse Via Stella celui qui, à 62 ans, n'en est ni à sa première candidature ni à sa première rupture politique. Élu sur la liste de Simon Renucci à l'issue des municipales de 2001 puis entré en dissidence en 2008 pour conduire une liste face au maire sortant en 2008 (5,23% au 1^{er} tour); à nouveau tête de liste malheureux (2,56% des suffrages au 1^{er} tour) aux municipales de 2014, il s'était finalement rallié à la cause de Laurent Marcangeli pour l'élection municipale partielle des 25 février et 1^{er} mars 2015. D'ores et déjà, François Filoni s'est doté d'un site internet dont la page d'accueil proclame que «*Ajaccio change de visage avec François Filoni*». Ne lui reste plus qu'à en remplir les rubriques «*Qui sommes-nous?*» et «*Programme*». Reste que le jour même de l'annonce de sa décision de briguer la mairie sous sa propre bannière, le cabinet du maire d'Ajaccio et président de la Communauté d'agglomération du Pays ajaccien a immédiatement «*pris acte*» de sa candidature ... «*et par conséquent, de son départ de la majorité municipale*». La responsabilité de la propreté urbaine a donc été confiée à Charles Voglimacci, tandis que la délégation de la police municipale a été attribuée à Jacques Billard. Quant aux «*attributions de M. Filoni à la Communauté d'agglomération du Pays ajaccien*» (vice-président en charge des déchets et de la collecte), «*le périmètre de ses responsabilités est révisé afin de tenir compte de sa récente et nouvelle prise de position en matière de politique de traitement des déchets*» a fait savoir le cabinet de Laurent Marcangeli, non sans ajouter: «*Il conservera, s'il le juge opportun, son poste de vice-président de la Communauté d'agglomération du Pays ajaccien et les conditions matérielles qui l'accompagnent*». ■ EM

UNIVERSITÉ

L'IAE fait peau neuve

La rentrée 2019 a vu l'Institut d'administration des entreprises (IAE), composante pédagogique de l'Université de Corse, opérer une mue en devenant l'École de management et d'économie (EME). Tout en poursuivant les objectifs précédemment fixés (apporter aux étudiants un socle de connaissances fondamentales en management, les préparer aux fonctions d'encadrement et de direction d'entreprises, d'organisations ou d'institutions publiques ou privées) l'EME-IAE entend proposer une offre de formation plus étoffée et une plus grande ouverture à l'international. La filière d'économie et de gestion, jusqu'alors rattachée à l'UFR de droit de l'Université de Corse, intègre l'EME-IAE, qui proposera ainsi des formations dès la première année de licence et jusqu'à la deuxième année de Master. Cette nouvelle offre répond aux exigences de création de diplômés sur cinq ans portées par le réseau IAE France, qui regroupe 35 Instituts d'administration des entreprises, elle correspond également à une stratégie de l'Université de Corse pour accroître la cohérence de ses parcours d'enseignement et permet d'accueillir plus de 300 étudiants à la rentrée 2019, soit un effectif quasiment doublé par rapport à l'an dernier. Sept formations sont proposées, allant de l'économie appliquée aux métiers du tourisme, en passant par le management, les ressources humaines et le marketing. Par ailleurs, si jusqu'alors, moins de 10% des étudiants de l'IAE de Corse optaient pour une expérience internationale sur la base du volontariat, l'EME-IAE met en place «*une césure à l'international*» (stage ou séjour d'études) obligatoire pour l'obtention d'un diplôme en vue de permettre aux étudiants d'acquérir une expérience à l'étranger en occupant une fonction en entreprise ou en administration, ou bien en réalisant une formation. ■ AN

4,6

Les chiffres de la semaine

Md€/an de TVA sur les taxes environnementales sur l'énergie; une «*taxe sur la taxe*» que dénonce l'UFC-Que Choisir qui, via une pétition, demande aux députés et sénateurs, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2020, de supprimer l'assujettissement à la TVA des taxes et contributions.

39,4

Les chiffres de la semaine

Md€: l'épargne brute des collectivités locales serait en hausse de 8,5% selon la dernière note de conjoncture sur les finances locales de la Banque Postale qui attribue ce résultat d'ensemble à une maîtrise confirmée des dépenses de fonctionnement et une augmentation des recettes de fonctionnement

640 000

Les chiffres de la semaine

entrées comptabilisées dans les salles de cinémas en Corse pour l'année 2018, indique le Centre national du cinéma et de l'image animée. Au cours de l'année dernière, les Corses sont allés en moyenne 2 fois au cinéma, avec un taux d'occupation des fauteuils de 17%.



D'après photo DR - Toutteleurope.com

LES RÉGIONS ET L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne se compose de 28 Etats membres, eux-mêmes divisés en 281 régions. Des territoires qui présentent de grandes différences en termes de développement économique et social. Pour limiter ces disparités, l'UE dispose d'une politique régionale, également appelée «politique de cohésion», qui compte pour un tiers du budget européen total.

Façonné par l'histoire, chaque pays de l'UE a un découpage administratif qui lui est propre. Ceux-ci peuvent être marqués par une forte centralisation, ou au contraire par un important fédéralisme, en passant par une multitude de systèmes intermédiaires.

En fonction des compétences qui leur sont dévolues par l'État auxquelles elles appartiennent, les collectivités territoriales (en France les communes, départements, régions, outre-mer...) mettent ainsi en œuvre un certain nombre de politiques publiques. Et certaines d'entre elles, comme les régions en France, assurent la gestion des fonds de la politique européenne de cohésion, qui finance une variété de projets dans toute l'Europe.

Au total, au sein des 28 États membres de l'Union européenne, on compte 281 régions (d'après la classification statistique NUTS 2 effectuée par Eurostat, qui sert de cadre de référence pour les politiques régionales). Ces dernières affichent d'importantes différences en termes de taille, de population et, bien sûr, de développement économique et social.

Certaines régions sont immenses, comme par exemple la Laponie en Finlande, Castille-et-Léon en Espagne ou encore le Norrbotten en Suède, proches toutes trois des 100 000 km². D'autres à l'inverse, en raison d'un découpage administratif particulier, se confondent avec une métropole, comme Berlin et Hambourg en Allemagne, ou Londres au Royaume-Uni. De la même manière, la densité de population varie fortement d'un territoire à l'autre. Alors que certaines régions des pays scandinaves ou encore d'Espagne sont faiblement habitées, d'autres où figurent de grandes agglomérations sont nettement plus peuplées.

S'agissant du niveau de développement économique, le PIB par habitant est le plus élevé dans les régions du Grand-Londres, au Luxembourg, à Hambourg et dans la région de Bruxelles-Capitale (données : Commission européenne). A l'autre extrémité du «clas-

sement» figurent le Severozapaden (au nord-ouest de la Bulgarie) et Mayotte.

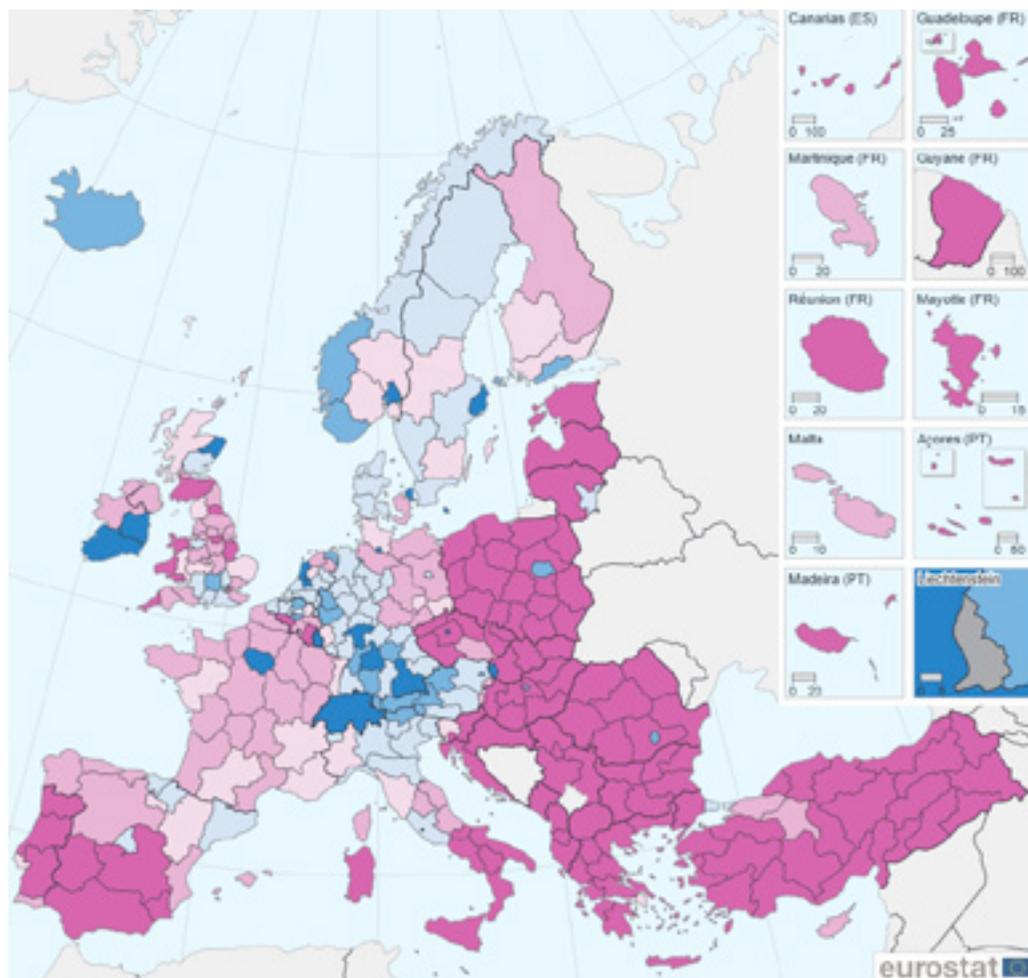
MONTÉE EN PUISSANCE PROGRESSIVE

La nécessité de bâtir puis de développer une politique régionale européenne s'est progressivement imposée aux États membres. Aux premières heures de la construction européenne, elle est quasi-inexistante, même si les pays fondateurs s'engagent, dans le préambule du traité de Rome de 1957, «à renforcer l'unité de leurs économies et d'en assurer le développement harmonieux en réduisant l'écart entre les différentes régions et le retard des moins favorisés».

De fait, les premiers membres de la Communauté économique européenne étant de niveau de développement comparables, les écarts de richesse entre les territoires européens sont à l'origine plutôt faibles. La donne change au tournant des années 1970 avec les nouvelles adhésions et le choc pétrolier, qui vont inciter les Européens à mettre sur pied une «politique de cohésion». Celle-ci redistribue une partie du budget de la communauté aux régions en retard de développement, à travers le financement de projets locaux notamment.

Alors que les premiers fonds régionaux sont lancés à partir de 1975, les entrées successives de la Grèce (1981) puis de l'Espagne et du Portugal (1986) renforcent le poids d'une telle politique. Et dès 1994, la politique régionale représente le tiers du budget global de l'UE. Le grand élargissement de 2004 puis les adhésions suivantes de 2007 et 2013 confirment l'importance de la politique de cohésion. En intégrant 13 nouveaux pays, l'UE voit en effet sa population augmenter de 20 %, alors que son PIB, lui, ne progresse que de 5 %. Le PIB par habitant de ces pays est alors souvent largement inférieur à la moyenne de celui de l'Europe des 15.

CARTE DES RÉGIONS EUROPÉENNES



En bleu apparaissent les régions au PIB par habitant le plus élevé. En mauve apparaissent celles au PIB par habitant le plus faible.

N.B : certains des pays présentés sur la carte, comme la Turquie, ne sont pas membres de l'UE -

Source : Eurostat (2019)

FONCTIONNEMENT DE LA POLITIQUE DE COHÉSION

La politique de cohésion est régie selon plusieurs grands principes. Parmi ces derniers, le fait de fonctionner sur une programmation pluriannuelle de 7 ans, de concentrer les fonds sur certains objectifs prioritaires, ou encore de compléter les fonds européens par un cofinancement national. La part de ce dernier dépend du PIB par habitant de chaque région.

L'UE distingue ainsi trois catégories de régions. Les «plus développées» ont un PIB par habitant supérieur à 90% de la moyenne européenne. Les «intermédiaires» se situent entre 75 et 90% de la moyenne européenne. Et les «moins développées» ont un revenu inférieur à 75% de la moyenne de l'UE.

Pour la période 2014-2020, la politique de cohésion est organisée autour de trois axes majeurs: le soutien de la croissance et de l'emploi, la lutte contre le changement climatique et la dépendance énergétique et la lutte contre l'exclusion sociale.

Dit autrement, l'Union européenne cherche pour ces sept années à «promouvoir une croissance intelligente, durable et inclusive». Pour y parvenir, plusieurs objectifs chiffrés ont été émis, comme de porter à 75% la part des 20-64 ans en situation d'emploi, de consacrer 3% du PIB de l'UE à la recherche et au développement, ou encore de «sortir» 20 millions de personnes de la pauvreté ou de l'exclusion.

LES FONDS DE COHÉSION

Pour ce faire, plusieurs fonds régionaux - également appelés «fonds structurels» - existent. Ils apportent un soutien financier à des projets locaux ou transnationaux axés sur l'emploi, l'environnement ou encore l'innovation.

Le plus important, en volume, est le Fonds européen de développement régional [FEDER], doté à hauteur de 199 milliards d'euros pour la période 2014-2020. Suit le Fonds social européen [FSE], qui dispose d'une enveloppe de 84 milliards d'euros sur la même période. Puis vient le Fonds de cohésion, dont les budgets s'élèvent à 63 milliards d'euros, toujours pour la période 2014-2020. Notons

que l'ensemble des régions européennes sont éligibles au FEDER et au FSE, en fonction de leur niveau de développement économique. Tandis que le Fonds de cohésion est lui réservé aux régions dont le PIB par habitant est inférieur à 90% de la moyenne européenne.

A ces trois fonds de cohésion s'en ajoutent deux autres: le Fonds européen agricole pour le développement rural [FEADER] et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche [FEAMP]. Le FEADER particulièrement, dont l'enveloppe budgétaire s'élève à 99 milliards d'euros sur 7 ans, constitue le second pilier de la politique agricole commune [PAC], et n'est donc généralement pas comptabilisé au sein de la politique de cohésion.

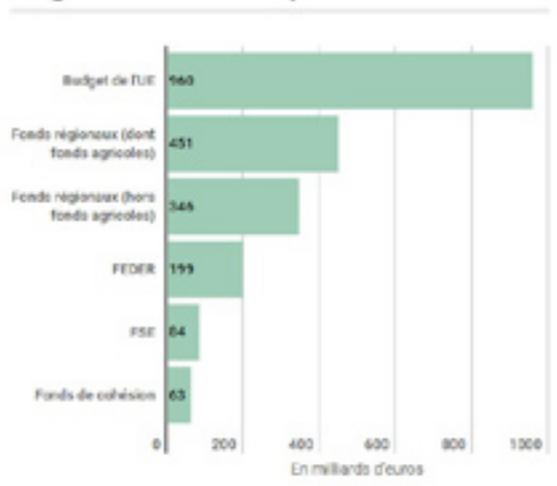
Sur le plan législatif enfin, le budget et l'utilisation des fonds structurels sont arrêtés par les États membres et le Parlement européen, après proposition de la Commission européenne. Par ailleurs, chaque État élabore un cadre de référence stratégique national ainsi qu'une liste de programmes opérationnels, que Bruxelles doit valider. La mise en œuvre de ces programmes revient ensuite aux États ou aux régions, selon les pays.

En volume, la Pologne est le pays qui reçoit le plus de crédits européens dans le cadre de la politique de cohésion: 86,1 milliards d'euros sur pour la période 2014-2020 en incluant le FEADER. Le pays devance largement l'Italie [44,7 milliards d'euros], l'Espagne [39,8 milliards d'euros] et la Roumanie [30,9 milliards d'euros]. Rapporté au PIB par habitant, les pays qui reçoivent le plus de fonds sont la Hongrie, la Pologne, les États baltes ou encore la République tchèque. Une répartition en accord avec la philosophie de la politique de cohésion, qui est de favoriser la convergence économique et sociale des États membres de l'UE.

DÉBATS ET PERSPECTIVES

La période 2014-2020 arrivant bientôt à son terme, la Commission européenne a présenté, en mai 2018, ses propositions pour la période suivante 2021-2027. Comme anticipé, l'exécutif européen prévoit une baisse des crédits réservés à la politique de cohésion de l'ordre de 6%. Une réduction qui s'explique par le départ

Montants des fonds régionaux européens



10 CHIFFRES CLÉS POUR COMPRENDRE LA POLITIQUE RÉGIONALE DE L'UE

Quel rôle joue l'Union européenne dans les régions ? Pour avoir en un clin d'œil un aperçu de la politique régionale de l'UE, découvrez nos 10 chiffres clés.

2e Devenue une politique majeure de l'UE avec l'Acte unique européen en 1986, la politique régionale, ou de cohésion, est le deuxième poste de dépenses de l'UE. Sur la période 2014-2020, elle représente 32 % du budget total de l'Union Européenne, soit près de 352 milliards d'euros. On la retrouve donc juste derrière la PAC, qui représente 38 % du budget en 2018.

3 C'est le nombre de fonds qui permettent la mise en oeuvre de la politique de cohésion : le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE) et le Fonds de cohésion. La France n'est cependant pas éligible à ce dernier, qui s'adresse uniquement aux États membres dont le revenu national brut (RNB) est inférieur à 90 % de la moyenne communautaire. A ces trois fonds, on peut en ajouter deux autres : le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), qui relèvent cependant de la PAC mais contribuent au développement régional. Ces cinq fonds constituent les Fonds structurels et d'investissement européens (FESI).

86,1 milliards Il s'agit de la somme perçue en euros par la Pologne entre 2014 et 2020 dans le cadre des fonds structurels et d'investissement européens (FESI). Ce pays se classe ainsi en tant que principal bénéficiaire de ce type de fonds.

27 milliards Il s'agit de la part en euros perçue par la France dans le cadre des fonds structurels et d'investissement européens entre 2014 et 2020. Le FEDER représente près d'un tiers de cette somme, dont 8,4 milliards d'euros sont consacrés à l'objectif «investissement pour la croissance et l'emploi», et 1,1 milliard d'euros à l'objectif «coopération territoriale européenne», qui promeut les initiatives de coopération transfrontalière, transnationale mais aussi interrégionale.

2 millions C'est le nombre de projets financés par les fonds structurels et d'investissement européens en 2016, ce qui illustre l'ampleur considérable de la politique de cohésion.

1,7 milliard C'est la part en euros perçue par la région Hauts-de-France en termes de FESI entre 2014 et 2020. En comparaison, l'Île-de-France n'a touché «que» 915 millions d'euros sur la même période. La répartition des enveloppes FEDER et FSE dépend en effet du PIB par habitant des régions, rapporté à la moyenne européenne. Il existe trois catégories différentes : les régions les moins développées (où le PIB par habitant est inférieur à 75% de la moyenne de l'UE), en transition (PIB/habitant entre 75 et 90% de la moyenne européenne), dont les Hauts-de-France font partie, et les plus développées (PIB/habitant supérieur à 90% de la moyenne de l'UE). Des projets d'envergure ont ainsi été financés en Hauts-de-France avec l'aide de l'UE, comme le musée du Louvre-Lens ou la ligne de TER Calais-Dunkerque.

9 C'est le nombre de régions faisant partie intégrante de l'UE mais ne se trouvant pas sur le continent européen, appelées «ultrapériphériques». Parmi celles-ci, 6 sont françaises : la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte, l'île de la Réunion et Saint-Martin, qui font quasiment toutes également partie de la catégorie des régions les moins développées ou qui s'en rapprochent. A ce titre, l'enveloppe perçue au titre des trois fonds de la politique de cohésion pour la période 2014-2020 s'élève à 13,8 milliards d'euros.

45% En temps de crise, sans la politique de cohésion, les investissements publics auraient enregistré une baisse de 45 % supplémentaires dans certains Etats membres tels que le Portugal, Chypre, l'Irlande, la Grèce, la Hongrie et la Roumanie, selon une étude de la Commission européenne.

12 milliards C'est l'estimation en euros du trou annuel que provoquerait le départ de l'Union européenne en cas de Brexit dans le budget total de l'UE. Une perte de ressources financières qui ne devrait pas être sans conséquences pour la politique de cohésion, comme l'illustre le dernier chiffre de cet article.

7% Anticipant la sortie du Royaume-Uni de l'UE et voulant soutenir d'autres priorités, la Commission européenne a proposé en mai 2018 une baisse de 7% des fonds alloués à la politique de cohésion, en vue de la négociation du cadre financier pluriannuel 2021-2027. Une proposition rejetée par beaucoup, notamment à l'Est, où les Etats membres dépendent fortement des fonds structurels, de même que par le Parlement européen en janvier 2019. ■ **Marianne LAZAROVICI**

7 pays, de faible superficie, ne sont pas divisés administrativement : Chypre, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte et la Slovaquie.

du Royaume-Uni de l'UE, qui va entraîner une baisse de plus de 10 milliards d'euros de contribution par an, ainsi que par la volonté des Européens d'agir dans de nouveaux domaines sans augmenter fortement le budget total de l'UE. Logiquement, cette diminution probable – elle doit être approuvée par les États membres et le Parlement européen – a suscité la critique de nombreux acteurs dépendant des fonds structurels européens.

S'agissant du fonctionnement de la politique régionale, la Commission européenne entend également le simplifier, à la fois dans sa structure et dans le suivi des financements. La fin de l'éligibilité des régions les plus riches était en outre évoquée, mais elle n'a pas été retenue. A l'inverse, les inégalités économiques et sociales pouvant exister au sein de ces régions les plus développées ont été prises en compte. A l'avenir, le calcul du niveau de richesse des régions européennes ne devrait donc plus se baser uniquement sur le PIB par habitant, mais également prendre en compte d'autres indicateurs, comme le taux de chômage.

Enfin, la Commission souhaite utiliser la politique de cohésion comme un moyen de contrôler le respect de l'État de droit par les États membres. De fait, certains pays comme la Pologne ou la Hongrie multiplient depuis plusieurs années des mesures liberticides contrevenant notamment à l'indépendance de la justice, sans que l'UE ne soit en mesure de leur imposer des sanctions. C'est pourquoi Bruxelles entend désormais conditionner l'octroi des fonds structurels européens au respect de l'État de droit. Un changement qui devra être approuvé par les États membres et le Parlement européen. ■

Jules LASTENNET

La sélection de la rédaction

Qui es-tu, Colomba?

Très librement inspiré d'un personnage réel, le personnage romanesque de Colomba, créé par Prosper Mérimée, a été perçu comme l'archétype de la « femme corse », détentrice et garante des codes et usages – voire des valeurs – de la société corse du XIXe siècle. Et le Colomba de Mérimée a sans aucun doute influé sur la perception de la Corse et des insulaires; celle qu'on pouvait en avoir de l'extérieur, comme celle que les Corses pouvaient avoir d'eux-mêmes. La frontière séparant l'archétype du stéréotype étant souvent ténue, la figure quasi-mythique de la jeune femme mi-vestale mi-érinye a été utilisée, galvaudée, parfois jusqu'à la caricature, pour ne plus évoquer bien souvent qu'une belle brune, non pas piquante mais explosive... Mais qui est donc cette Colomba, depuis si longtemps vouée au noir et corsetée dans les clichés? « *Mais qui se cache vraiment derrière cette figure ancestrale, figée... presque glacée?* » C'est la question à laquelle Pascale Neri et Marie-Jeanne Fragu ont entrepris d'apporter des éléments de réponse, en choisissant pour ce faire de « *dénouer le fil de l'histoire et la raconter autrement* ». En associant étroitement photographies (Pascale Neri) et textes (Marie-Jeanne Fragu), elles revisitent cette figure, décortiquent la gangue d'images toutes faites qui l'enserme, pour révéler la femme corse d'aujourd'hui, « *à travers ses différentes incarnations, pour explorer toutes les facettes de la vie, le bonheur comme l'adversité* » et célébrer « *la richesse de son empreinte méditerranéenne dont l'identité se construit à travers un héritage issu de valeurs et de traditions qui l'enracinent dans son île* ».

Du 1^{er} au 11 octobre. Espace Diamant, Ajaccio. ☎ 04 95 50 40 80 & espace-diamant.ajaccio.fr



Metamorphosis

A priori, les percussions contemporaines et le bandonéon appartiennent à deux univers musicaux parallèles. Mais en musique, les a priori se surmontent sinon toujours aisément, du moins de façon naturelle, spontanée. C'est pourquoi le percussionniste Philippe Biondi a souhaité les réunir, avec la complicité de Jean-Michel Giannelli, lui aussi percussionniste, et du bandonéoniste Daniele di Bonaventura. La métamorphose, le mouvement permanent sont au centre de ce spectacle qui s'appuie sur des improvisations à partir de textes musicaux déjà existants ainsi que sur des textes composés par chacun des trois protagonistes pour l'occasion, afin « d'opérer la transformation ». La partition, la mélodie, le rythme, sont un point de départ vers une destination que l'on découvre pas à pas.

Le 3 octobre, 20h30. Salle Cardiccia, Migliacciaru. Rens: 04 95 56 26 67 & www.centre.culturelanima.fr
Le 4 octobre, 20h30. Centre culturel L'Alb'Oru, Bastia. ☎ 04 95 47 47 05 & www.bastia.corsica



Le Retour d'Égypte – Escale à Ajaccio

Le 1^{er} octobre 1799, une flotille entre dans le golfe d' Ajaccio. Une felouque file à sa rencontre: « *D'où venez-vous?* », lance son capitaine, Roch Donzella, à l'adresse des hommes de la frégate Muiron. « *D'Égypte* », répond son amiral. « *D'Égypte? Avez-vous des nouvelles du général Bonaparte?* » Celui-ci se montre alors: « *Je vais bien* ». Il passera 7 jours à Ajaccio. C'est cette journée un peu particulière du retour de l'enfant prodige que, 220 ans plus tard la compagnie Le Thé à Trois invite à revivre, redécouvrir, à travers un spectacle déambulatoire mis en scène par Paul Grenier, dans le vieil Ajaccio, de la plage Saint-François à la Place Foch, en passant par l'église Sain-Érasme et, naturellement, par la Casa Bonaparte. Au fil de son parcours, le général laissera paraître son émotion à la vue de ses proches et fidèles – dont sa nourrice, Camilla Ilari – éclairé par quatre savants et artistes, encore bouleversés par leur séjour en Égypte (Monge, Vivant Denon, Berthollet, Parseval-Grandmaison). Sur des musiques d'Henri Tomasi, une reconstitution théâtrale pour tout public, voulue et produite par l'Office de tourisme du pays d' Ajaccio dans le cadre de la célébration du 250^e anniversaire de la naissance de Napoléon.

Le samedi 5 octobre, à partir de 17h. Départ à la plage Saint-François. ☎ 04 95 51 53 03 & www.ajaccio-tourisme.com



Arte Mare

Parallèlement à sa programmation méditerranéenne, Arte Mare invite chaque année à (re)découvrir le cinéma sous un angle thématique. Pour sa 37^e édition, le festival devient un « nid d'espions ». Qu'il vienne du froid ou soit en poste à la Havane; qu'il soit taupe, vamp ou Chevalier d'Eon; qu'il surgisse de derrière le rideau de fer ou se faufile dans les coulisses de l'Histoire, l'espion présente une intéressante et paradoxale caractéristique: c'est fou à quel point cette créature de l'ombre peut s'épanouir sous les sunlights! Objet de curiosité, voire de fantasmes, source d'inspiration pour les romanciers et cinéastes, il suscite aussi une réflexion sur ce que ses représentations disent de notre société. Outre des projections de films (avec bien sûr des classiques du genre espionnage) des expositions, des rencontres et causeries, il donnera donc lieu à un débat: « *Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'espionnage... sans jamais oser le demander* ».

Du 5 au 12 octobre, théâtre municipal de Bastia. ☎ 04 95 34 98 00 & www.arte-mare.corsica





UNE EXPÉRIENCE UNIQUE

www.spascorse.com

06 73 54 19 19

**LE PLUS GRAND
SHOWROOM
EN CORSE**

CORSE PISCINE & SPAS

Zone Industrielle de Travo,
Face à la Base Aérienne 126,
20240 Ventiseri



AOP

MIEL DE CORSE

LE GOÛT DU MAQUIS

www.mieldecorse.com

